

# Regardez-les bien

En une génération seulement, ces enfants d'immigrés sont devenus des Français comme les autres. Loin des clichés stigmatisants véhiculés par le ministre de l'Intérieur, ils ont intégré les classes moyennes. Retour sur des parcours méritoires, pourtant semés d'embûches.

PAR GEORGES DUPUY

REPORTAGE PHOTO : CAMILLE MILLERAND /  
LESPIEDSDANSLAFRANCE.FR POUR « MARIANNE »

**H**icham Boulhamane n'en finit pas de vous quitter. Ce grand gaillard volubile de 36 ans, bac + 5, tiré à quatre épingles, ingénieur d'affaires en logiciels informatiques et élu local, rédit inlassablement : « Et, surtout, dites bien que cela marche ! » Cela, c'est la capacité des enfants d'immigrés à se nicher dans le giron d'une République aux mamelles – jadis ? – accueillantes. A se hisser plus haut que leurs parents. A intégrer les classes moyennes, cette lueur au fond du tunnel des plus défavorisés. A espérer qu'à leur tour leurs enfants grimperont sur une branche faïtière. « Pour les très jeunes immigrés des cités, les classes moyennes sont blanches, bobo, fonctionnaires et bourgeoises. Elles sont une source de frustration, mais aussi un modèle convoité et un but à atteindre », analyse Christophe Guilluy, géographe et auteur de *Fractures françaises* (François Bourin Editeur). ➤



Hicham Boulhamane, 36 ans, ingénieur d'affaires en logiciels informatiques.



Karim Boukhachba, 28 ans, responsable des rénovations au ministère de la Défense.

# M. Guéant !



Sacha Lin, 35 ans, restaurateur et président de l'Association des jeunes Chinois de France.



Rama Diallo, 35 ans, chargée de mission « citoyenneté et développement durable » de la ville de Creil.



L'intégration ? Hicham Boulhamane, bac + 5 et élu local, dont le père est manutentionnaire chez Calberson et la mère femme de ménage, le répète inlassablement : « Surtout, dites bien que cela marche ! »

➤ Mais l'accession des enfants d'immigrés aux classes moyennes est-elle une réalité sociale ou, comme l'affirme Yazid Sabeg, le commissaire à la diversité et à l'égalité des chances, une « vaste blague » ? L'enquête « Trajectoires et origines » (lire l'encadré, p. 70), publiée en 2010 par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) et l'Institut national des études démographiques (Ined), a fait le point. A la louche, des cadres moyens aux employés qualifiés en passant par les professions intermédiaires, la classe moyenne d'origine immigrée représenterait environ 40 % des 3,1 millions de descendants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans ayant un parent immigré. Soit, au minimum, 1,2 million de personnes. Certes, l'écart avec la population majoritaire est encore net : 5 % de moins pour les cadres et 4 % de moins pour les professions intermédiaires. Et une analyse plus fine montre que les descendants d'Asiatiques trustent les postes de cadre tandis que les enfants d'Africains sont les derniers de la classe toutes catégories confondues. Au-delà, la comparaison avec le métier des pères montre que l'ascenseur social a plutôt bien fonctionné. Seuls 14 % des pères immigrés avaient intégré les classes moyennes.

**La classe moyenne d'origine immigrée représenterait 40 % des 3,1 millions de descendants d'immigrés âgés de 18 à 50 ans.**

Le père d'Hicham, recruté au Maroc en 1975, travaille toujours comme manutentionnaire chez Calberson. Sa mère est femme de ménage. La fratrie a plutôt bien réussi : son frère aîné est enseignant, sa petite sœur, étudiante en sciences, et ses deux jeunes frères jumeaux sont respectivement technicien et professeur de maths-physique.

### Stratégies variables

Dans son joli petit bureau de l'hôtel de ville de Creil, Rama Diallo, 35 ans, responsable depuis 2010 de la mission « citoyenneté et développement durable », explique comment son père, venu du Sénégal en 1969, a été embauché par les Filatures de Liévin, dans le Nord. Un diplôme bac + 5 en ingénierie en poche, son grand frère est rentré au pays. Un deuxième est consultant en informatique, et sa sœur travaille dans les assurances.

Hicham Hamdaoua, 36 ans, raconte le même parcours. « Quand les sergents recruteurs des Charbonnages de France [CDF] sont venus chercher mon père au Maroc, en 1964, ce n'était pas pour ses qualités intellectuelles », rapporte ce diplômé d'une école de commerce, aujourd'hui directeur d'hôtel dans le groupe Concorde. Après CDF, ce sera Renault. La mère, elle, net-

toie les stades de foot après les matchs. Un frère chargé de com, une sœur passée par l'université Paris-Dauphine, PricewaterhouseCoopers et la BNP, et l'autre officier enseignante à Saint-Cyr-Coëtquidan, spécialisée en arabe et en pachtoun ; la fratrie Hamdaoua a bien tiré son épingle du jeu.

Karim Boukhachba, 28 ans, est celui qui a le mieux réussi de la famille. Le père, algérien, a travaillé toute sa vie comme ouvrier chez Saint-Gobain. La mère est restée au foyer pour s'occuper des quatre frères et des trois sœurs. Un BTS de froid et climatisation en poche, assimilé fonctionnaire de catégorie C au ministère de la Défense, Karim contrôle les sous-traitants et planche le concours pour intégrer la catégorie B.

« Les stratégies de mobilité sociale varient d'une origine à l'autre », constate Claire Schiff, sociologue au centre Emile-Durkheim de l'université Bordeaux-II. D'une même voix, les témoins que nous avons interrogés parlent du formidable espoir des parents analphabètes ou sachant à peine lire placé dans l'éducation. Miser sur la filière républicaine de l'école est surtout l'apanage des Italiens, des Espagnols et des populations venues du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. D'autres, comme les Portugais ou les Turcs, ont préféré investir des niches professionnelles. Les Asiatiques (la communauté qui réussit le mieux, selon l'enquête de l'Ined), eux, font feu de tout bois, mélangeant allègrement toutes les stratégies possibles. « Pour eux, la réussite sociale ne passe pas par l'intégration et, s'ils font partie des classes moyennes, ce n'est pas pour eux un but en soi. Ils n'ont pas de règles pour réussir. Ils sont avant tout pragmatiques », analyse Pierre Picquart, docteur en géopolitique à l'université Paris-VII et grand spécialiste de la communauté chinoise.

« Soit les jeunes s'intègrent en grim pant dans les étages de la société après de très bonnes études, soit ils développent les affaires de leurs parents », explique Sacha Lin, 35 ans, le président de l'Association des jeunes Chinois de France. En 2000, après une année sabbatique passée en Chine à apprendre le mandarin, Sacha a repris le Hua Dong, le restaurant parisien paternel. Pas par amour de la gastronomie chinoise. S'il avait continué ses brillantes études scientifiques, il aurait eu une situation professionnelle et sociale « intéressante ». Ses cousins, eux, sont analyste financier, trader ou

conseiller économique. Mais voilà, pour Sacha, s'intégrer, c'était se couper de ses racines et s'éloigner d'une famille qui bosse tellement dur qu'elle n'a même pas eu le temps de lui enseigner les rudiments de leur langue d'origine. Ironie de l'histoire, son père était un universitaire respecté avant de fuir, en 1970, la Révolution culturelle, pour se retrouver, à Paris, derrière une piqueuse, douze heures par jour, dans un atelier de maroquinerie. La famille a serré les dents et, au fil des ans, elle s'est construit un petit empire, dont le Hua Dong est un des joyaux. Les deux frères aînés de Sacha dirigent la supérette et la société d'importation de produits chinois familiales. Maintenant qu'il a retrouvé la paix intérieure, Sacha compte bien profiter de son bagage universitaire et de sa double culture franco-chinoise pour passer à la vitesse supérieure. Il veut aussi faire sortir la communauté chinoise de son isolement. « Même si nous sommes discrets, nous ne sommes pas différents des autres », dit-il.

### Encouragés par leurs parents

Le même souci de discrétion habite tous nos témoins, qui ne se considèrent pas comme des exceptions. « Au fil des réunions, je rencontre de plus en plus de personnes issues de l'immigration qui ont le même parcours que moi », explique Rama Diallo. Après une licence en sciences de l'éducation, elle a intégré la fonction publique, tout comme Fatima, l'épouse d'Hicham Boulhamane, et Najate, celle d'Hicham Hamdoua. « Il faut rester humble, répète ce dernier. Je sais d'où je viens et ce que je dois à mes parents. » Un vrai contrat moral. « Quand vos parents, qui se crèvent à l'usine et dans les bas travaux, vous disent qu'il faut travailler à l'école, on est tenu », explique-t-il. Sa mère, qui a appris à lire au Maroc, ne lâchera jamais le morceau. Tout comme la mère d'Hicham Boulhamane, qui, arrivée analphabète en France, a appris le français pour pouvoir suivre les débuts de la scolarité de ses enfants. Le père de Karim Boukhachba, lui aussi illettré, n'a pas cessé de surveiller ses carnets de notes jusqu'en classe de troisième.

Des parents volontaires, la condition est nécessaire. Mais, sans la volonté - féroce - des enfants de s'en sortir, elle est loin d'être suffisante. Un jour ou l'autre, tous se sont dit que la cité et les petits boulots comme seuls horizons, cela suffisait. « J'ai des copains qui ont mal tourné. On a tous eu à un moment ou à ➤



Après une licence en sciences de l'éducation, Rama Diallo a quitté sa cité natale et intégré la fonction publique. Ci-dessus, avec son mari, Abdou, et leurs enfants : Mahamed et Bocar.

► un autre la tentation de l'argent facile, note Rama Diallo, quand elle se souvient de sa cité HLM de Wattrelos (Nord). J'ai beaucoup d'amies qui y sont restées. » Alors, quand Rama décide que son avenir est hors de la cité – un des marqueurs de la réussite sociale (lire l'encadré, p. 72) –, elle se demande si elle ne les trahit pas.

Est-ce parce qu'il a été à deux doigts de faire de « grosses conneries » qu'Hicham Hamdaoua a décidé de se sortir rapidement de là, après une quinzaine d'années au Val-Fourré (Mantes-la-Jolie) et à Gassicourt, en banlieue parisienne ? Il traînait le soir, mais sa mère lui faisait confiance : « J'avais les meilleures notes de ma classe, mais je passais pour un voyou. » Est-ce un soir d'émeutes ? Il était assis sur un banc avec des potes, quand une

voiture s'arrête. Le conducteur les interpelle, avant de repartir : « Hé, les gars, allez défendre vos frères ! C'est la guerre là-bas ! » Hicham : « On s'est regardés. La guerre ? Il nous prenait vraiment pour des cons ! »

A chacun son histoire. La piste sera longue. Chaotique. Semée d'embûches. Il est vrai que le soutien des parents est très limité.

« Jusqu'au bac S, j'ai navigué à vue, avec la seule idée que j'étais tout seul pour le décrocher », note Hicham Boulhamane. Son salut est venu de deux enseignants, un prof de français en terminale et un prof d'informatique

## L'enquête « Trajectoires et origines », souriez, vous êtes photographié

**T**rajectoires et origines. Enquête sur la diversité des populations en France », le rapport de l'Ined et de l'Insee sorti fin 2010, est une formidable photographie de l'immigration et de sa descendance en France. Des origines aux pratiques religieuses, du mariage au logement, des diplômes aux emplois, des salaires à l'implication politique, le rapport de 150 pages ne laisse rien dans l'ombre. Bien avant de se lancer dans l'aventure, les équipes avaient bordé un projet particulièrement brûlant. De fait, l'étude aurait raté sa cible si elle n'avait pas interrogé les

descendants d'immigrés. Or ces derniers sont noyés, sans distinction, dans la masse des Français de naissance ou d'adoption. D'où les nombreuses réunions avec le Conseil national de l'information statistique destinées à déminer le terrain.

Les garanties de volontariat et d'anonymat n'ont pas empêché les organisations antiracistes de faire le rapprochement avec la volonté manifestée par le gouvernement, en 2007 – mais retoquée par le Conseil constitutionnel –, de développer les statistiques ethniques. ■ G.D.

**Finances obligent, après le bac, les deuxièmes générations d'immigrés privilégient les filières courtes, moins onéreuses.**

à la fac. « Ils étaient de ceux qui prouvent que le système républicain fonctionnait encore bien dans les années 80-90 », souligne l'ingénieur d'affaires. Karim Boukhachba, titulaire d'un BTS de froid et climatisation, avait, lui, très mal démarré : « En CE1, on m'avait mis au fond de la classe, et le maître me laissait faire tous les dessins que je vou-

lais. » Sa planche de salut : un enseignant, sévère, qui lui apprend à lire. Les récits de l'ascension sociale des classes moyennes issues de l'immigration sont bourrés de ces rencontres de hasard décisives.

La République s'est également montrée bonne fille quand il le fallait. « Sans les aides sociales, je serais resté dans ma cité », commente Hicham Boulhamane. Les autres aussi. Bourses, petits boulots et contributions familiales, la poursuite des études supérieures est une vraie galère financière. « J'en ai tellement vu qui ne se sentaient pas taillés pour la course », dit Rama Diallo. Pendant ses années de fac à Ville-neuve-d'Ascq, la jeune femme continue d'habiter chez ses parents. Ses frères lui paient son billet aller-retour quotidien et le restau U le midi.

Dans son petit bureau de l'hôtel Concorde Montparnasse, Hicham Hamdaoua raconte comment une conseillère du Crédit lyonnais lui a débrouillé son prêt pour payer ses études à l'école de commerce de la porte d'Asnières (environ 4 500 € par an) quand les autres grandes banques lui claquaient la porte au nez. Motif : ses parents ne gagnaient pas assez. Et encore, le prêt ne suffisait pas. « J'étais le seul de ma promo à empiler les retards de paiement », se souvient le jeune homme, Père Noël l'hiver et vendeur de jus de fruits ou de téléphones aux beaux jours. Déjà, la maigreur de son porte-monnaie l'avait conduit à se fixer comme objectif de ne pas redoubler sa prépa : « Je ne pouvais pas tirer deux ans de suite sur les ressources familiales », explique-t-il.

Finances obligent, après le bac, les deuxièmes générations d'immigrés privilégient les filières courtes. Moins onéreuses. Luc Guenia et Françoise Lathige, professeurs de classes prépa en Seine-Saint-Denis, commentent : « Dans l'ensemble, pour les jeunes issus de l'immigration, les BTS et les DUT sont la meilleure voie

d'accès aux classes moyennes, moins incertaine et moins chère. » Seuls les jeunes Asiatiques avouent penser aux filières longues et aux écoles prestigieuses. Mais le manque d'argent, infiniment moins sensible dans la communauté chinoise, n'explique pas totalement le choix d'études plus ramassées. Les ambitions s'écrasent le plus souvent contre des plafonds de verre psychologiques et culturels. Nos profs de classes prépa expliquent : « Ils n'ont pas la méthodologie, les codes sociaux et les habitudes des autres. Le plus difficile, ce sont les langues, parce que leurs familles n'ont pas les moyens de leur payer des séjours linguistiques. » Ils dénoncent le miroir aux alouettes que sont les études de médecine et le bunker des grandes écoles, refermées sur elles-mêmes. Hakim Hallouch, responsable du pôle égalité des chances et diversité à Sciences-Po, s'interroge : « Pourquoi les grandes écoles bloquent-elles ? Alors que la logique républicaine qui les a créées voudrait qu'elles aillent puiser le meilleur des ZEP, sans souci des lacunes ? »

### Le poids d'un racisme insidieux

L'histoire de Mehdi, 26 ans, aujourd'hui juriste au sein d'une organisation de lutte contre la discrimination, est édifiante. Son premier semestre à la fac de droit de Lyon est une horreur : « Le pire, c'est que je bossais, mais j'avais des manques que je n'arrivais pas à combler. » Il a alors la chance de rencontrer une jeune Bretonne studieuse qui va le guider. Issue d'une famille aisée, elle a passé son bac dans un des meilleurs lycées de Bretagne. Elle lui apprend comment travailler mais, surtout, l'ouvre à la politique, l'emmène au ciné et à des expositions artistiques. La planète Mars pour cet enfant de Vénissieux. La greffe prend : Mehdi décroche sa licence avant de s'exiler à Nice pour passer un master de droit public et de droit des services publics, doublé d'un master de politique de la ville. Il pense alors que, désormais, tout lui est ouvert. Il va vite déchanter. Pour un jeune diplômé issu de l'immigration qui manque cruellement de réseau et d'appuis, la région Paca n'est pas le pays des Bisounours. Mehdi analyse : « Pour étudiant, j'ai connu les mêmes problèmes qu'un fils d'ouvrier français "canal historique". Ensuite, quand j'ai cherché du travail, s'y sont ajoutées, manifestement, mon origine et ma religion. »

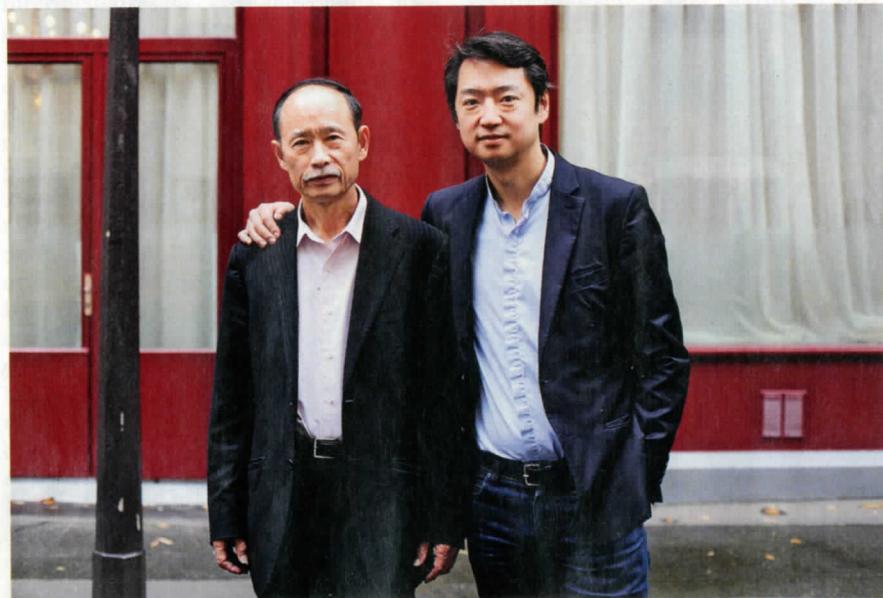
Tout est là. Sur le fond, descendants d'immigrés ou français pur sucre sur dix générations, tous peuvent parler d'une même voix du malaise des classes



Karim Boukhachba avec ses parents, dans l'appartement familial à Cauffry (Oise). « Nous devons toujours prouver notre légitimité, deux fois plus que les Franco-Français », regrette le jeune homme.

moyennes, de leurs conditions économiques qui se dégradent, de leur pouvoir d'achat qui fond, des salaires qui montent – lentement – par l'escalier, tandis que les dépenses contraintes – l'immobilier, les impôts ou l'énergie – prennent l'ascenseur, à la merci du déclassement qui les menace en cas de divorce ou de

chômage. Mais les deuxièmes générations d'immigrés doivent supporter, en plus, le poids de leur nom et de leur confession, les Maghrébins ou Africains de souche étant plus souvent victimes de discrimination que les Asiatiques. Paradoxalement, ce pourrait être le signe d'une intégration en bonne voie, comme le ►



Sacha Lin et son père Marc. En 2000, Sacha a repris le Hua Dong, le restaurant parisien paternel. Pas par amour de la gastronomie chinoise, mais pour ne pas se couper totalement de ses racines.

► relève Florence Cesbron, doctorante en sociologie à l'université d'Amiens : « En général, quand une population étrangère, qui ne fait pas partie d'un corps – quel qu'il soit – s'y intègre, cela suscite un mécanisme de rejet. » Et de conclure : « L'immigration fait partie de la société. Comme sa participation à cette société augmente, le rejet augmente. »

Par deux fois, au cours d'entretiens de recrutement, Hicham Boulhamane a senti le poids d'un racisme honteux : « Question tests de QI et de technique, ça passait haut la main. Mais, lors des entretiens, on m'a dit que la clientèle était très conservatrice. Sous-entendu : elle n'aimerait pas que ce soit un Arabe qui lui fasse des offres commerciales. » Hicham Hamdaoua se souvient de ces banquiers qui le regardaient par en dessous, lui tendaient le bout des doigts et commençaient à discuter avec les « Gaulois » de la délégation, tout péteux d'apprendre ensuite que l'Arabe en était le patron. Il dit : « Ma réussite paraît toujours suspecte. »

### Toujours faire ses preuves

Le prix de l'ascension sociale, c'est aussi ce sentiment bien ancré qu'aux yeux de la population majoritaire il faudra toujours prouver son mérite et donner des gages. En témoigne cet enseignant d'origine africaine, nommé dans un lycée du centre-ville d'Amiens, à qui sa hiérarchie, son chef d'établissement, ses collègues profs, ses élèves et leurs parents, demandaient en permanence de faire ses preuves, alors qu'il était un agrégé parmi les meilleurs. Muté dans l'établissement le moins populaire de Creil, il avait dû de nouveau démontrer sans cesse qu'il méritait bien sa place. Lassé, il était revenu enseigner dans son quartier natal. « Nous devons toujours prouver notre légitimité deux fois plus que les Franco-Français », confirme Karim Boukhachba.

Il y a plus inquiétant. Avoir intégré la classe moyenne n'empêche pas les enfants d'immigrés d'Algérie et d'Afrique subsaharienne de gagner moins – à métier et compétences égaux – qu'un salarié de la population majoritaire. Les enquêteurs de l'Ined peinent toujours à expliquer cette décote persistante. Abdou Kimba a saisi SOS Racisme. Il y a deux ans, il était encore conseiller auprès du directeur des programmes de Canal France Télévisions subventionnée par le Quai

## La conquête du pavillon



Mercédès Murcia-Dewine, conseillère municipale de Gonesse.

Des Français d'origine maghrébine de la deuxième génération, des Turcs, des Pakistanais... Mercédès Murcia, conseillère municipale de Gonesse (Val-d'Oise), les a vus arriver aux Tulipes, un des quartiers pavillonnaires les plus chic de la ville. Ici, tout est sous contrôle, même la couleur des volets. Une maison de 120 m<sup>2</sup> peut coûter 350 000 €. « Quand on achète aux Tulipes, on a un très fort sentiment de promotion sociale », explique Murcia, fille d'un réfugié politique espagnol. Regardés d'un mauvais œil au début, les nouveaux venus, épris de calme et d'anonymat, contribuent aujourd'hui à veiller au grain. « Ce qui leur plaît est de faire partie d'une communauté reconnue BCBG dans une ville qui a mauvaise réputation », poursuit la conseillère municipale. Au nord des Tulipes s'étend le quartier des Acteurs, des maisons infiniment moins chères louées ou achetées par des enfants d'immigrés originaires du Maghreb ou d'Afrique. Une première étape

d'Orsay, pour l'acquisition de programmes télé africains. Passe encore qu'il ait souffert d'une restructuration menée apparemment pour le plaisir de changer pour changer. Ce que ce Nigérien ne supporte pas est d'avoir été la victime d'un traitement discriminatoire tout au long de sa carrière à CFI. « Il est pour le moins curieux, lui a écrit Dominique Sopo, le président de SOS Racisme, que des personnes aux compétences et diplômes inférieurs aux vôtres aient reçu un traitement largement plus

de la stratégie de sortie de cité. « Quitter la cité, c'est éviter les menaces, la délinquance, les incivilités. C'est aussi la promesse de meilleures écoles pour les enfants », souligne Olivier Maslet, chercheur au Centre d'études et de recherches des liens sociaux de Paris-Descartes, qui a étudié la zone pavillonnaire de Gonesse\*. Acheter un pavillon, petit puis plus grand, c'est aussi afficher sa réussite ou préparer l'avenir.

Selon l'enquête de l'Ined, seulement 43 % des descendants d'immigrés seraient propriétaires de leur logement, contre 58 % de la population majoritaire, les Français d'origine africaine stagnent dans les profondeurs du classement. Attention ! Ces chiffres ne tiennent pas compte des familles qui sont propriétaires dans leur pays d'origine. Selon les experts, d'ici à dix ans, les descendants d'immigrés devraient avoir largement comblé leur retard. ■ G.D.

\* La France des petits moyens, La Découverte.

favorable. » Abdou Kimba, cadre titulaire d'un DEA de sciences de la communication (bac + 5), était ainsi classé dans la catégorie D, théoriquement réservée aux bac + 2, avec des salaires bruts mensuels allant de 2 350 à 2 850 €, alors que plusieurs de ses collègues bac + 3 se retrouvaient au-dessus pour des salaires supérieurs de 700 à 1 000 € par mois.

« Surtout, dites bien que cela marche ! » Hicham Boulhamane ne veut-il voir que le bon côté des choses ? Notre homme est trop averti pour ignorer que, depuis

cinq ou six ans, le système se grippe chaque jour davantage, que les nuages s'accumulent et que les écarts sociaux se creusent. Phénomène nouveau, « la crise économique frappe même des couches sociales qui ne s'étaient jamais senties en compétition avec les populations immigrées et qui ont aujourd'hui l'impression d'être menacées », souligne Louis Maurin, le président de l'Observatoire des inégalités. « Nous subissons la transformation d'une problématique sociale en problématique ethnique », complète Hicham Boulhamane. Derrière son discours positiviste qui reflète fidèlement son histoire, on sent combien il en a marre de l'image que véhiculent les politiques et les médias.

### Creuser les divergences

Depuis son entrée en fonctions au ministère de l'Intérieur, Claude Guéant n'a cessé de pointer du doigt l'immigration et ses tares supposées. De blesser les familles en surfant sur des contre-vérités, comme quand il a déclaré que 60 % des fils d'immigrés sont en échec scolaire. Comme tous les témoins que nous avons interrogés, l'ingénieur d'affaires se demande de quoi l'avenir sera fait : « Notre niveau social est sans commune mesure avec celui de nos parents, mais nous devons éviter impérativement de reculer. » Pour lui-même, pour ses parents mais surtout pour ses enfants, pour lesquels il a, lui aussi, de sérieuses ambitions.

« Mon fils ne traversera pas ce que j'ai traversé », dit Sacha Lin, qui fera tout pour qu'André-Louis, 6 ans, ne connaisse pas de crise identitaire et pour l'aider à trouver sa voie. Idéalement, il aimerait le voir passer par les grandes écoles, puis qu'il mette sa culture d'origine au service de grands groupes.

« Mes enfants, je les vois dans l'élite, avoue Rama Diallo. Mon mari et moi, nous avons fait le choix de n'en avoir que deux. Cela permet de les suivre bien mieux. » Karim Boukhachba explique : « J'ai envie d'autres parcours pour ma fille Sofia, née il y a sept mois, qu'elle aille haut dans ses études. » Il parle d'études de médecine. Tous veulent offrir à leur progéniture le meilleur de ce qu'ils n'ont pas eu, notamment cette culture générale qui leur a fait défaut. Tous auront, certainement, les moyens de lui payer, si elle en a besoin, des cours de soutien scolaire. En 2011, un lycéen sur cinq a eu recours aux bons offices d'Academia ou des cours Legendre (groupe Axa). Gilles du Retail, directeur de la communication au secrétariat général de l'enseignement catholique, explique : « La dégradation des moyens de l'enseignement entraîne un recours accru au parascolaire et accroît les inégalités. »

Comment les enfants d'immigrés qui ont réussi ne se sentiraient-ils pas pri-

vilégiés – avec une certaine mauvaise conscience – par rapport à ceux de leur âge qui sont restés dans les cités et qui entendent grincer les câbles de l'ascenseur social ? A Bordeaux, Claire Schiff souligne : « La situation actuelle creuse les divergences. Elle accentue les échecs et les frustrations. » Ce qui n'empêche pas nos teneurs de se faire du souci pour leurs enfants. Hicham Boulhamane s'inquiète des professeurs sans grande expérience qui peinent face à des classes surchargées dont la mentalité a changé. Rama Diallo constate : « J'ai l'impression d'avoir 100 ans quand je pense à comment j'étais durant mes études et comment les jeunes sont. » Alors ? La jeune femme n'a aucune hésitation : « Si cela continue à se dégrader, moi, musulmane, je n'hésiterai pas un instant à mettre mes enfants dans une école catholique. » Les autres sont prêts à faire de même. Gilles du Retail confirme : « Nous voyons arriver les enfants des deuxième générations qui veulent donner un

« Avec la crise, nous subissons la transformation d'une problématique sociale en problématique ethnique. »

encadrement strict et le respect de certaines valeurs, comme la religion. » Le château de Vaujours, à la limite de la Seine-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne, a un peu perdu son lustre. Ses aménagements modernes n'en accueillent pas moins l'établissement privé Fénelon et ses 2 020 élèves. Chaque année, Dominique Lhuillier, la directrice de Fénelon, voit ses effectifs grossir en classe de sixième. Ils viennent de toute la région. L'ensemble passe ainsi de trois classes de CM2 à 10 classes de première année de collège. « Nous ne faisons pas de sélection de niveau et le soutien scolaire est compris dans la scolarité », explique Dominique Lhuillier. Pour les musulmans de la deuxième génération qui inscrivent leurs enfants chez nous, la religion n'est pas un problème. Ils viennent pour notre réputation de sérieux, pour la sécurité que nous offrons et parce que nous sommes aussi exigeants avec leurs enfants qu'ils le sont. »

Les fils d'Hicham Hamdaoua sont à l'école publique. Une volonté que les enfants ne soient pas coupés du monde réel, même s'ils ne joueront jamais au bû du Val-Fourré. Jusqu'à quand ? Le directeur d'hôtel sourit : « Quand j'étais jeune, la réussite était d'avoir une belle voiture. Après, c'était de posséder une jolie maison. Aujourd'hui, c'est de donner à mes enfants tous les moyens de choisir leur vie. » ■ G.D.



Dominique Lhuillier, directrice de l'établissement privé Fénelon, entre la Seine-Saint-Denis et la Seine-et-Marne, voit grossir chaque année ses effectifs. Ses élèves, dont nombre d'enfants d'immigrés, viennent de toute la région.